

Dialogues Stratégiques

- Quelle place pour l'Europe sur la nouvelle scène internationale ?
- Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles perspectives ?

Mai **2025**

Volume
XVII

Dialogues Stratégiques

**Quelle place pour l'Europe sur la nouvelle scène
internationale ?**

**Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles
perspectives ?**

Auteurs :

Abdelhak Bassou
Pascal Chaigneau
Fathallah Oualalou
Eugène Berg
Jamal Machrouh
Thierry Garcin
Mohammed Loulichki
Jérôme Evrard
Abdessalam Saad Jaldi
Anne-Sophie Raujol
Mehdi Benomar
Oumar Ba
Khalid Chegraoui
Niagalé Bagayoko
Alain Oudot de Dainville
Oussama Tayebi

Coordination de l'ouvrage

Oussama Tayebi

Dialogues Stratégiques

- Quelle place pour l'Europe sur la nouvelle scène internationale ?
- Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles perspectives ?

Copyright © 2025 par HEC Center for Geopolitics et Policy Center for the New South. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires. Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à HEC Center for Geopolitics ou au Policy Center for the New South.

Coordination de l'ouvrage

Oussama Tayebi, Chercheur en Relations Internationales, Policy Center for the New South

Mise en page

Youssef Ait El Kadi, Senior Graphic Designer, Policy Center for the New South

Contact :

HEC Center for Geopolitics

HEC Paris - 1, rue de la Libération
78351 Jouy en Josas Cedex
Tél : +33 1 39 56 76 88
Email : mercier@hec-crc.fr
Website : www.hec.fr

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University
Rabat, Maroc.
Tél : +212 537 54 04 04
Email : contact@policycenter.ma
Website : www.policycenter.ma

Dépôt Légal : 2025MO2097

ISBN : 978-9920-633-48-2

Table des matières

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations.....	8
A propos d’HEC Center for Geopolitics	10
A propos du Policy Center for the New South.....	11
Résumés	13

PARTIE I : QUELLE PLACE POUR L’EUROPE SUR LA NOUVELLE SCÈNE INTERNATIONALE ?

23

Introduction : La place de l’Europe sur la nouvelle scène internationale.....	25
<i>Pr. Pascal Chaigneau</i>	

I. LES INCERTITUDES EUROPÉENNES FACE À UN ORDRE MONDIAL EN MUTATION

29

L’Europe face à ses défis.....	29
<i>Fathallah Oualalou</i>	

Des nouvelles technologies aux énergies vertes : quelle autonomie stratégique de l’Europe?	35
<i>Eugène Berg</i>	

Les défis majeurs pour l’Europe dans un monde en pleine transformation	61
<i>Jamal Machrouh</i>	

II. LE POSITIONNEMENT DE L’EUROPE FACE AUX RIVALITÉS ET ALLIANCES STRATÉGIQUES

69

Les conséquences de la guerre en Ukraine sur la politique étrangère européenne	69
<i>Thierry Garcin</i>	

L’Union européenne et la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies	77
<i>Mohammed Loulichki</i>	

L’OTAN après le sommet du 75 ^{ème} anniversaire, quelles perspectives pour l’Europe ?	87
<i>Jérôme Evrard</i>	

La transition géopolitique européenne à l'aune de la déclaration de Versailles ... 91

Abdessalam Jaldi

PARTIE II : LES ÉTATS DE L'AES ET L'AFRIQUE DE L'OUEST, QUELLES PERSPECTIVES ?.....105

Introduction : Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles perspectives ? .107

Abdelhak Bassou

I. AES ET RISQUES DE DÉCOMPOSITION DE LA CEDEAO117

Quelles relations AES – CEDEAO117

Anne-Sophie Raujol

Opportunités et risques au Sahel..... 125

Mehdi Benomar

Le Sénégal, État charnière entre l'AES et l'Afrique de l'Ouest139

Oumar Ba

AES vs CEDEAO : un dialogue de sourds révélateur des fractures en Afrique de l'Ouest..... 159

Khalid Chegraoui

II. IMPACTS STRATÉGIQUES ET SÉCURITAIRES DE LA DYNAMIQUE SAHÉLIENNE SUR L'AFRIQUE DE L'OUEST 175

L'architecture de paix et de sécurité ouest africaine à l'épreuve des recompositions sahéliennes..... 175

Niagalé Bagayoko

Confédération des États du Sahel, crise passagère ou changement immuable : trois scénarii possibles.....189

Abdelhak Bassou

La sécurité au Sahel 197

Alain Oudot de Dainville

Partenariat sécuritaire AES-CEDEAO : une opportunité pour rétablir les liens 209

Oussama Tayebi

Liste des auteurs

- **Abdelhak Bassou**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Pascal Chaigneau**, Directeur, Centre HEC de Géopolitique
- **Fathallah Oualalou**, Senior Fellow, Policy Center for the New South
- **Eugène Berg**, Ancien Ambassadeur et Chercheur, Centre HEC de Géopolitique
- **Jamal Machrouh**, Senior Fellow, Policy Center for the New South
- **Thierry Garcin**, Chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique
- **Mohammed Loulichki**, Senior Fellow, Policy Center for the New South
- **Jérôme Evrard**, Directeur de cabinet du président et chef du Secrétariat permanent de la NSPO, OTAN
- **Abdessalam Saad Jaldi**, Chercheur en Relations Internationales, Policy Center for the New South
- **Anne-Sophie Raujol**, Chercheuse, Centre HEC de Géopolitique
- **Mehdi Benomar**, Head du Département Relations Internationales, Policy Center for the New South
- **Oumar Ba**, Professeur, Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (CEDS)
- **Khalid Chegraoui**, Senior Fellow, Policy Center for the New South
- **Niagalé Bagayoko**, Présidente, African Security Sector Network
- **Alain Oudot de Dainville**, Ancien chef d'Etat-Major de la Marine, Chercheur associé, Centre HEC de géopolitique
- **Oussama Tayebi**, Chercheur en Relations internationales, Policy Center for the New South

Liste des abréviations

AES	Alliance des États du Sahel
AIA	Artificial Intelligence Act (exemple générique, peut varier)
AIE	Agence internationale de l'énergie
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ALG	Autorité de développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma
ANAD	Accord de non-agression en matière de défense
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APD	Aide publique au développement
ASAP	l'Action de soutien à la production de munitions
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BNUAOS	Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel des Nations Unies
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CA	Chiffre d'affaires
CADEG	Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance
CEA-Leti	Laboratoire d'électronique et de technologies de l'information du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États Sahélo-Sahariens
CES	Confédération des États du Sahel
CFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
CNSP	Comité National pour le Salut du Peuple
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
CSP	Cadre Stratégique Permanent
DGTS	Direction Générale du Trésor du Sénégal
DMA	Digital Market Act
DSA	Digital Service Act
ECOMOG	Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group
EDIRPA	Instrument pour le renforcement de l'industrie européenne de la défense par des acquisitions conjointes
EIGS	Etat Islamique au Grand Sahara
EUMAM	Mission d'assistance militaire de l'Union européenne en soutien à l'Ukraine
FAA	Force africaine en attente
FAC	Force en attente de la CEDEAO
FAO	Organisation mondiale de l'alimentation
FC/AES	Force Conjointe des États du Sahel
FED	Fonds européen de défense
FLA	Front de libération de l'Azawad
FMM	Force Multinationale Mixte
G20	Groupe des 20

G7	Groupe des 7
GAFAM	Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft
GNL	Gaz naturel liquéfié
IA	Intelligence artificielle
IDE	Investissements directs étrangers
IMEC	Interuniversity Microelectronics Centre
JNIM/GSIM	Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin – Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
KGB	Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti (ex-service de renseignement soviétique)
MGCS	Système principal de combat terrestre
MINUL	Mission des Nations Unies au Liberia
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSMA	Système principal de combat terrestre
MVNO	Mobile Virtual Network Operator
OCI	Organisation de la Conférence Islamique
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ORM	Opérateur de Réseau Mobile
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PIB	Produit Intérieur Brut
PNA	Protocole de Non-Agression
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
RDC	République Démocratique du Congo
SCAF	Système de combat aérien du futur
SEC	Securities and Exchange Commission
STEP	Plateforme des technologies stratégiques pour l'Europe
TEC	Tarif Extérieur Commun
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UA	Union africaine
UE	Union Européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMA	Union du Maghreb Arabe
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	United States Agency for International Development
USD	dollar des Etats-Unis
USGS	United States Geological Survey
USMCA	Accord Canada-États-Unis-Mexique
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

A propos d'HEC Center for Geopolitics

L'émergence d'une géopolitique de plus en plus complexe et le constat d'une géo-économie en plein bouleversement ont conduit le groupe HEC, en 2013, à créer le Centre HEC de Géopolitique. Il a pour objectif principal de sensibiliser et de former les dirigeants des secteurs privé et public aux nouveaux défis allant du risque pays à l'analyse prospective. Lieu de formation, de dialogue et de réflexion, ouvert aux responsables d'entreprise, décideurs politiques et experts internationaux, le Centre HEC de Géopolitique se veut un forum sur les enjeux géoéconomiques et géostratégiques qui déterminent un environnement international en constante mutation. Il vise à rendre la géostratégie et la géopolitique plus opérationnelles en servant de « trait d'union » entre le secteur privé, le secteur public et le monde académique, et en s'efforçant de faire dialoguer différentes disciplines et méthodologies.

www.hec.fr



A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma



Résumés

Partie I : Quelle place pour l'Europe sur la nouvelle scène internationale ?

Introduction – Pascal Chaigneau

La guerre en Ukraine souligne les faiblesses militaires de l'Europe malgré une coordination inattendue entre les pays membres. Face à une économie affaiblie, notamment en Allemagne, l'Union européenne est prise en étau entre les politiques protectionnistes américaines et la concurrence chinoise. Politiquement fragilisée par une crise institutionnelle en France, l'Europe voit émerger une Commission européenne aux pouvoirs renforcés, dominée par Ursula von der Leyen. Parallèlement, l'Union européenne dérive vers une gouvernance normative et judiciaire au détriment des États membres. Dans un contexte mondial marqué par la montée des nationalismes et les tensions économiques, il devient vital pour l'Europe de renforcer son autonomie stratégique, notamment en matière de défense et de compétitivité, afin d'éviter de subir les bouleversements d'un ordre international incertain.

I. Les incertitudes européennes face à un ordre mondial en mutation

L'Europe face à ses défis – Fathallah Oualalou

L'Europe recule sur les plans économique et stratégique, prise en étau entre la rivalité sino-américaine et l'ascension des puissances émergentes. Fragilisée par une succession de crises – 11 septembre, crise financière de 2008, pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine –, elle peine à maintenir son avance industrielle et technologique. Sa dépendance énergétique et son essoufflement économique accentuent son déclin. Pourtant, son histoire, son modèle social et sa capacité d'intégration demeurent des atouts majeurs. Pour retrouver son influence, elle doit renforcer son autonomie stratégique, unifier ses marchés financiers et reconstruire un partenariat solide avec son voisinage, notamment la Méditerranée et l'Afrique. La création d'un axe Afrique-Méditerranée-Europe

lui offrirait une nouvelle dynamique face aux grandes puissances et l'opportunité de s'imposer dans un monde en pleine mutation.

Des nouvelles technologies aux énergies vertes : quelle autonomie stratégique de l'Europe? - Eugène Berg

Face à la transition vers les énergies vertes, l'Europe se trouve confrontée à une perte inquiétante d'autonomie stratégique. Sa position dans l'économie mondiale diminue fortement, accusant un retard considérable par rapport aux États-Unis et à la Chine, notamment en matière de nouvelles technologies, d'innovation et d'accès aux ressources critiques comme les métaux rares. Dépendante à la fois sur le plan minier et du raffinage, l'UE peine à sécuriser ses approvisionnements essentiels à la transition énergétique et numérique. Malgré ses efforts récents et l'établissement de politiques ambitieuses pour renforcer sa compétitivité, la faible capacité européenne en recherche et développement ainsi que la fragmentation de son marché limitent l'émergence de champions industriels et numériques mondiaux. Pour restaurer son autonomie stratégique, l'Europe devrait mobiliser des moyens financiers et politiques considérables, repenser ses stratégies industrielles et technologiques et diversifier ses partenariats internationaux.

Les défis majeurs pour l'Europe dans un monde en pleine transformation - Jamal Machrouh

Face aux profondes mutations du contexte mondial, l'Europe est confrontée à plusieurs défis majeurs susceptibles d'affecter son avenir géopolitique. cinq enjeux apparaissent particulièrement décisifs pour le positionnement international de l'Union européenne. Parmi eux figurent la consolidation de son architecture institutionnelle interne, le développement de relations constructives avec son voisinage immédiat, ainsi qu'une meilleure prise en compte de l'Afrique dans son agenda stratégique. S'y ajoutent la nécessité de préserver l'influence de son soft power et le maintien d'une posture stratégique équilibrée sur la scène mondiale. Ces défis conditionnent directement la capacité de l'Europe à préserver son influence dans un environnement international toujours plus concurrentiel.

II. Le positionnement de l'Europe face aux rivalités et alliances stratégiques

Les conséquences de la guerre en Ukraine sur la politique étrangère européenne - Thierry Garcin

La guerre en Ukraine a profondément bouleversé la politique étrangère européenne. Face à l'agression russe, l'Union européenne a fait preuve d'une unité inhabituelle, adoptant rapidement des sanctions massives. Pourtant, ces mesures ont aussi révélé les fragilités internes de l'Europe, affectant particulièrement l'Allemagne, contrainte de revoir radicalement sa politique énergétique et sécuritaire en renforçant sa dépendance aux États-Unis. Ce conflit marque ainsi une nette réorientation stratégique américaine vers l'Europe centrale et orientale, au détriment de l'Europe occidentale. Par ailleurs, la volonté d'élargir précipitamment l'Union à l'Est suscite des interrogations sur sa cohésion future et la maturité démocratique des pays candidats. Enfin, les tensions persistantes entre la France et l'Allemagne accentuent les divisions européennes, remettant en question la capacité de l'UE à agir de manière autonome sur la scène internationale, alors même que l'efficacité des sanctions économiques reste incertaine, exacerbant parfois les déséquilibres mondiaux.

L'Union européenne et la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies - Mohammed Loulichki

La réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies est un sujet de débat depuis des décennies, motivé par la nécessité d'adapter cet organe aux réalités géopolitiques contemporaines et de renforcer sa légitimité et sa représentativité. Malgré l'augmentation significative du nombre d'États membres et les profondes transformations à l'échelle internationale, le système onusien n'a pas suivi le rythme de ces changements. La composition actuelle du Conseil de sécurité illustre ce décalage entre son cadre institutionnel et les nouvelles réalités géopolitiques. L'Union européenne (UE), défenseur du multilatéralisme incarné par l'ONU, plaide pour une réforme du Conseil, mais ses efforts sont fragmentés, ce qui diminue son pouvoir de négociation. Pour remédier à cette faiblesse, l'idée d'attribuer un siège permanent à l'UE a été proposée pour reconnaître son rôle croissant dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Cependant, en raison de l'opposition de la France et du Royaume-Uni, du désintérêt de l'Allemagne et des dispositions de la Charte des Nations Unies réservant le statut de membre du Conseil aux seuls États souverains, cette proposition a été abandonnée.

L'OTAN après le sommet du 75^{ème} anniversaire, quelles perspectives pour l'Europe ? - Jérôme Evrard

Le 75^{ème} anniversaire de l'OTAN marque un tournant décisif pour l'Europe, face au contexte inédit de la guerre en Ukraine. Après des décennies d'évolution, passant de la dissuasion nucléaire à des opérations actives puis à un engagement renforcé contre les menaces russes, l'OTAN est désormais pleinement activée, confrontée à un risque de conflit de haute intensité au cœur du continent européen. Les sommets récents (Madrid, Vilnius, Washington) soulignent une évolution majeure : renforcement des capacités militaires conventionnelles et nucléaires, prise en compte des nouvelles dimensions cyber et spatiales, durcissement des infrastructures critiques, et hausse significative des budgets de défense. Toutefois, l'alliance demeure vulnérable aux désinformations menaçant sa cohésion interne. Enfin, l'OTAN étend ses partenariats stratégiques vers le Sud (Moyen-Orient, Afrique) tout en identifiant clairement la Russie comme menace principale, la Chine comme défi systémique, et en reconnaissant les risques posés par l'Iran et la Corée du Nord.

La transition géopolitique européenne à l'aune de la déclaration de Versailles - Abdessalam Jaldi

La Déclaration de Versailles, ciment de la transition géopolitique européenne, représente un tournant doctrinaire majeur pour l'UE, en pleine crise ukrainienne. Sous la présidence française du Conseil de l'UE, les dirigeants européens ont tracé les contours d'une souveraineté européenne axée sur trois priorités : la défense, l'énergie et l'économie/industrie. Ce cadre ambitieux vise à affirmer l'UE dans les équilibres géopolitiques mondiaux, consolidant ses bases internes après des crises comme celle de la Covid-19 ou la guerre en Ukraine. La déclaration marque la volonté de l'Europe de se positionner comme puissance géopolitique mondiale, malgré les tensions internes liées à la répartition des compétences entre institutions européennes et États membres et les profondes divergences européennes sur les étapes de l'Europe géopolitique. Ces défis demeurent au cœur de l'évolution de l'UE.

Partie II : Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles perspectives ?

Introduction – Abdelhak Bassou

La décision du Mali, du Burkina Faso et du Niger de quitter la CEDEAO pour former une entité d'abord nommée « Alliance » puis désignée comme une confédération constitue un tournant majeur dans la géopolitique sahélienne. Ce « Sahelexit » soulève d'importantes questions quant aux futures relations entre ces deux structures et aux conséquences de leur séparation. La communication actuelle entre les deux entités, marquée par des incompréhensions et des tensions réciproques, s'apparente à un véritable « dialogue de sourds ». Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient dans un contexte régional déjà fortement dégradé par la menace sécuritaire persistante. Ce chapitre introductif de la deuxième partie du XVII^{ème} volume des Dialogues stratégiques fait le point sur la situation présente et propose succinctement différents scénarios d'évolution possibles des relations entre l'AES et la CEDEAO.

I. AES et risques de décomposition de la CEDEAO

Quelles relations AES – CEDEAO – Anne-Sophie Raujol

La décision du Mali, du Burkina Faso et du Niger de quitter la CEDEAO pour former d'abord l'Alliance des États du Sahel (AES), puis une Confédération, marque une rupture institutionnelle majeure en Afrique de l'Ouest. Créées en réaction à la menace d'intervention militaire de la CEDEAO, ces nouvelles structures mettent l'accent sur la souveraineté étatique et la sécurité, mais restent fragiles sur le plan institutionnel. En face, la CEDEAO est confrontée au besoin urgent de se réformer, notamment en répondant aux critiques de la société civile concernant l'inclusivité et la transparence démocratique. L'évolution des relations entre les deux entités dépendra largement de cette capacité de réforme : sans changements, une cohabitation pragmatique pourrait prévaloir malgré les tensions. Une rupture totale semble improbable compte tenu des interdépendances économiques et sécuritaires, tout comme un retour rapide des États sahéliens au sein de la CEDEAO sans réforme préalable et changement politique interne.

Opportunités et risques au Sahel - Mehdi Benomar

La région sahélienne connaît depuis 2020 une série de bouleversements politiques, illustrés par des coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces changements ont conduit à la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et au retrait de ces pays de la CEDEAO, modifiant profondément les équilibres régionaux. Dans ce contexte, les relations traditionnelles avec les partenaires occidentaux, notamment la France, ont été affaiblies au profit de nouveaux acteurs internationaux tels que la Russie, la Chine ou encore la Turquie. Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO se sont révélées peu efficaces, entraînant une révision nécessaire de sa stratégie régionale. Ces évolutions mettent en lumière la complexité des défis sécuritaires, économiques et sociaux auxquels le Sahel fait face. À terme, une approche combinant gouvernance améliorée, développement socio-économique et respect des réalités locales paraît indispensable pour stabiliser durablement la région.

Le Sénégal, État charnière entre l'AES et l'Afrique de l'Ouest - Oumar Ba

Le Sénégal occupe une position stratégique clé dans la crise opposant la CEDEAO à l'AES. Initialement aligné sur les sanctions imposées par la CEDEAO contre ces pays, le Sénégal a progressivement infléchi sa posture diplomatique en privilégiant une médiation active afin d'éviter une fracture irréversible au sein de l'organisation régionale. La situation sécuritaire complexe marquée par le terrorisme transnational et le rejet des bases militaires étrangères accentue les défis auxquels le Sénégal est confronté. Économiquement affecté par les sanctions contre les pays de l'AES, Dakar souhaite désormais rétablir un dialogue constructif. Dans ce contexte, le Sénégal joue un rôle central de médiateur, cherchant à préserver la stabilité régionale et à réinventer une intégration ouest-africaine fragilisée par les tensions géopolitiques et les luttes d'influence internationales.

AES vs CEDEAO : un dialogue de sourds révélateur des fractures en Afrique de l'Ouest - Khalid Chegraoui

Le départ du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, en janvier 2025, marque une rupture majeure dans l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Ce retrait symbolise les tensions profondes entre l'Alliance des États du Sahel (AES), qui prône la souveraineté et l'autonomie sécuritaire, et la CEDEAO, dont l'objectif est l'intégration économique et politique. L'AES considère la CEDEAO inefficace

face aux crises sécuritaires et accuse l'organisation de favoriser les intérêts des puissances occidentales, notamment la France. Les sanctions économiques imposées après les coups d'État ont renforcé le rejet de l'organisation régionale. En réponse, l'AES développe une confédération avec une force militaire conjointe et explore de nouveaux partenariats avec des acteurs comme la Russie et la Turquie. Cependant, l'AES fait face à des défis majeurs : instabilité politique, faiblesse économique et risques de fragmentation. Son retrait de la CEDEAO perturbe le commerce, remet en question la libre circulation des personnes et fragilise la coordination sécuritaire dans la région. Ce clivage redessine la géopolitique ouest-africaine, posant la question de l'avenir de l'intégration régionale et du potentiel d'instabilité croissante. Un dialogue constructif entre les deux blocs sera essentiel pour éviter une fragmentation durable.

II. Impacts stratégiques et sécuritaires de la dynamique sahélienne sur l'Afrique de l'Ouest

L'architecture de paix et de sécurité ouest africaine à l'épreuve des recompositions sahéliennes - Niagalé Bagayoko

L'Afrique de l'Ouest se fracture. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont, le 29 janvier 2025, officiellement quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont ils étaient membres fondateurs. Ce retrait reconfigure la géographie politique de l'Organisation, la limitant aux États côtiers de l'Afrique de l'Ouest tandis que les trois pays du Sahel central, tous sans littoral, entendent désormais s'investir résolument au sein de l'Alliance des États d Sahel (AES) qu'ils ont créée le 16 septembre 2023. Cette sortie concertée représente un moment charnière, à la fois pour les trois pays concernés mais aussi pour la structure de la CEDEAO elle-même ainsi que pour ses États membres. L'enjeu est non seulement celui de l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest mais aussi fondamentalement de la reconfiguration des équilibres géopolitiques en son sein.

Confédération des États du Sahel, crise passagère ou changement immuable : trois scénarii possibles - Abdelhak Bassou

La création de la Confédération des États du Sahel (CES), réunissant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, bouleverse profondément l'équilibre régional en Afrique de l'Ouest, en provoquant une fragmentation inédite au sein de la CEDEAO, du G5 Sahel et de l'UEMOA. Cette nouvelle entité régionale entend répondre aux

crises sécuritaires persistantes, exacerbées par le terrorisme, ainsi qu'à une grave situation humanitaire marquée par le déplacement massif de populations. L'évolution future reste toutefois incertaine : la CES pourrait parvenir à une stabilité relative grâce à des alliances régionales et internationales renforcées, connaître au contraire une dégradation sécuritaire et une fragmentation accrue, ou encore s'engager vers une transition démocratique sous la pression de la société civile et de la communauté internationale. Quel que soit le scénario retenu, les enjeux actuels détermineront durablement la stabilité, la sécurité et le développement de cette région stratégique du continent africain.

La sécurité au Sahel - Alain Oudot de Dainville

La situation sécuritaire au Sahel, en particulier au Mali, au Niger et au Burkina Faso, reste extrêmement préoccupante. Confrontés à l'extension des groupes terroristes, aux trafics multiples et à une crise humanitaire persistante, ces pays peinent à assurer stabilité et développement. Riches en ressources mais fortement dépendants de l'aide extérieure, ils subissent les conséquences d'un isolement diplomatique croissant et de la faiblesse de leurs institutions. L'efficacité des réponses strictement militaires demeure limitée, tandis que les tactiques asymétriques des groupes armés continuent de déstabiliser la région. Face à ce contexte, une stratégie intégrée, articulant sécurité, aide humanitaire et développement durable, apparaît essentielle. Dans le même temps, la concurrence entre puissances étrangères — Russie, Chine, États-Unis, Union européenne, Turquie — reconfigure les rapports de force et influence les dynamiques locales. Pour construire un avenir plus stable, les États sahéliens devront conjuguer efforts internes et partenariats équilibrés, au service d'une sécurité durable et inclusive.

Partenariat sécuritaire AES-CEDEAO : une opportunité pour rétablir les liens - Oussama Tayebi

Le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO constitue un tournant décisif pour l'architecture sécuritaire ouest-africaine, dans un contexte marqué par la montée en puissance des menaces terroristes et la multiplication des crises humanitaires. Tandis que l'Alliance des États du Sahel (AES) développe sa propre force conjointe, la CEDEAO poursuit le renforcement de sa Force en Attente, au risque d'une fragmentation des réponses et d'une concurrence entre initiatives. Pourtant, les défis partagés appellent une coopération étroite et pragmatique. Des signaux d'apaisement émergent : levée des sanctions, maintien

de liens économiques et humains, efforts de médiation portés par plusieurs chefs d'État. Face à des menaces transnationales, seule une coordination renforcée — reposant sur l'échange de renseignements, la formation conjointe, la sécurisation des frontières et l'intégration des volets humanitaire et économique — permettrait de bâtir une réponse durable. Encore faut-il une volonté politique claire et un cadre de dialogue renouvelé.

Cette publication est le résultat de la 17e édition des Dialogues Stratégiques, organisée le 25 octobre 2024, où ont été présentés et débattus 15 Chapitres autour de deux thématiques majeures : « Quelle place pour l'Europe sur la nouvelle scène internationale ? » et « Les États de l'AES et l'Afrique de l'Ouest, quelles perspectives ? ».

Au croisement de ces discussions, émerge une interrogation centrale : comment l'Europe et l'Afrique de l'Ouest s'adaptent-elles aux mutations géopolitiques actuelles et quelles stratégies peuvent-elles déployer pour préserver leurs intérêts et renforcer leur coopération avec le reste du monde ?

Dans ce contexte, l'Europe s'efforce d'affirmer son autonomie stratégique face à la fragmentation économique et à l'ascension de nouvelles puissances. La guerre en Ukraine, l'affaiblissement des institutions multilatérales et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement comptent parmi ses défis majeurs.

Parallèlement, en Afrique de l'Ouest, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) redéfinit les rapports de force et remet en question la stabilité de la CEDEAO. Ce réalignement stratégique, marqué par une redéfinition des partenariats extérieurs des trois États qui forment l'Alliance, suscite des incertitudes quant à l'avenir de la coopération régionale et aux capacités de réponse face aux défis sécuritaires.

ISBN : 978-9920-633-48-2



9 789920 633482

215 Dhs

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Rabat, Maroc
www.policycenter.ma

HEC CENTER FOR GEOPOLITICS

Paris, France
www.hec.fr